

M. Baldwin: Le gouvernement actuel est expert en dragonnades. Il y a recours continuellement et il tente de contraindre l'opposition. Aucune mesure ne trahit mieux l'attitude du gouvernement que le bill C-197. Ses dispositions sont un pas de géant fait par ces pseudo-intellectuels arrogants qui complotent une sorte de génocide économique limité visant la communauté agricole ou, autrement dit, la disparition de l'activité des électeurs agricoles canadiens.

Depuis plus d'une décennie, cela a été le dessein évident du parti libéral et il y a eu toute une série d'initiatives prises par divers cabinets libéraux en vue d'arracher aux cultivateurs leur belle indépendance et de les parquer dans des centres plus vastes, où ils deviendraient plus dociles et plus facilement manipulés par les media écrits ou électroniques adaptés au mécanisme astucieux et adroit, si habilement créé par les dirigeants libéraux actuels.

Tout cela se rattache au défaitisme permanent de ces gouvernements devant toute tentative visant à promouvoir au Canada une agriculture viable.

Quand on lit le texte de ce bill—et aussi entre les lignes de ce texte—on distingue clairement l'indifférence et le dédain du premier ministre et de ses collaborateurs envers tout effort vraiment sérieux et intense tendant à promouvoir de nouveaux marchés pour la production agricole actuelle et virtuelle. Comment s'appelait le très honorable et distingué personnage qui a dit un jour à Winnipeg, «Je n'ai pas à vendre votre blé; pourquoi vendrais-je votre blé pour vous?»

Nous importons des centaines de millions de produits agricoles: fruits, viande, céréales, graines oléagineuses, légumes, produits laitiers, etc. Nous n'avons accompli aucun effort sincère et déterminé pour ajuster notre production à nos marchés domestiques ou à ceux que nous pourrions chercher et trouver dans d'autres parties du monde mais que nous négligeons. Ce bill est une mesure destinée de toute évidence à limiter notre production, nos exportations, le nombre des producteurs et à changer le rôle de ceux qui se lanceront dans la production agricole. Il sonne le glas pour l'agriculteur individuel. Sa succession sera assurée par la sorte d'organisme constitué, sans âme, qui plaît tant au gouvernement libéral. Ce sera la version canadienne du système russe des fermes collectives.

Une voix: Diable!

M. Baldwin: Plus je vois le gouvernement à l'œuvre, plus je pense à l'expression «homme

[M. Baldwin.]

à cheval» utilisée à maintes reprises au siècle dernier pour décrire les gens en quête d'une autorité incontestable, afin de diriger les affaires de leur pays. Le premier ministre et son petit groupe d'élite, au sein du cabinet et à l'extérieur, qui veulent avidement s'approprier une autorité plus étendue sur leurs concitoyens et leur pays sont «les hommes à cheval» canadiens qui veulent obtenir des droits illimités et absolus. Le pouvoir, la brutalité—l'arrogance et le mépris à l'égard du Parlement et des Canadiens qu'ils gouvernent—tel est leur objectif; c'est la règle qu'ils veulent imposer en permanence à notre vie politique.

A maintes et maintes reprises, j'ai signalé des articles dans divers projets de loi présentés par le gouvernement; grâce à ces articles et à ces mesures, le gouvernement a demandé et a obtenu de la Chambre et du Parlement le droit de régir au moyen de décrets ministériels et de règlements, sans avoir jamais à s'adresser au Parlement. Nous en avons de nombreux exemples, dont le programme LIFT. Au cours des deux dernières sessions, nous avons adopté d'autres bills sur l'agriculture qui donnent au gouvernement le droit de fixer les taux d'intérêt par décrets du conseil. Il y a eu la loi sur les corporations canadiennes, la loi sur les sociétés d'investissement, la loi sur les subventions au développement régional, et il y a maintenant la nouvelle loi sur les ressources en eau. Un autre exemple est la façon dont le gouvernement a traité la question de nos Indiens, bien qu'il ait promis de les consulter. Nous avons eu dans le passé le bill des transports et le bill de la radiodiffusion, et nous constatons maintenant que le gouvernement s'introduit dans le champ des media, par l'intermédiaire d'Information Canada, du comité Davey de l'autre endroit, et grâce aux droits incontrôlés qu'a le Conseil de la radio-télévision canadienne d'édicter des règlements. Directement ou indirectement, par la voie de tribunaux qu'il institue, le gouvernement prévient les media: «Collaborez, ou gare à vous!»

Finalement, comme la preuve en a été faite par ce bill et par d'autres moyens, il y a eu l'affaiblissement délibéré des institutions parlementaires. Cela est rendu manifeste par les changements apportés au Règlement, par le peu de soin qu'on met à fournir des réponses complètes et satisfaisantes aux questions aussi bien orales qu'écrites, par la façon dont le gouvernement agit délibérément hors de la Chambre des communes tout en répartissant les députés entre un si grand nombre de comités que l'opposition ne peut suffire à la